

PRÉFET DU JURA

*Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Franche-Comté*

Unité territoriale du JURA

**INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA
PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

SOCIÉTÉ DOLE BIOGAZ

**SIÈGE SOCIAL : 52, RUE PAUL VAILLANT COUTURIER
92240 MALAKOFF**

COMMUNE D'IMPLANTATION : BREVANS

**LE PRÉFET,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

Arrêté de sursis à statuer relatif au projet de méthanisation relevant du régime de l'autorisation unique

N° AP-2015-17-DREAL

VU le titre 1er du livre V du Code de l'Environnement et notamment son article R. 512-26 ;

VU la loi n°2014-1 du 2 janvier 2014 habilitant le Gouvernement à simplifier et sécuriser la vie des entreprises, notamment son article 14 ;

VU l'ordonnance n°2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n°2014-450 du 2 mai 2014 relatif à l'expérimentation d'une autorisation unique en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article 40 (Titre II) ;

VU la demande présentée en date du 26 mai 2014 par la société DOLE BIOGAZ SARL en vue d'obtenir une autorisation unique relative à la construction et à l'exploitation d'une unité de méthanisation sur la commune de BREVANS, associée à un plan d'épandage ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2014 274 _0008 du 1^{er} octobre 2014 prescrivant une enquête publique du mardi 28 octobre 2014 au vendredi 28 novembre 2014 ;

VU le dossier d'enquête publique et les conclusions du commissaire-enquêteur en date du 24 décembre 2014 ;

VU le courriel de l'inspection du 25 mars 2015, demandant au pétitionnaire son accord quant à la possibilité de prolonger l'instruction de sa demande ;

VU le courriel du 25 mars 2015 du pétitionnaire, indiquant son accord à la prolongation de l'instruction ;

CONSIDÉRANT que le préfet doit, en application de l'article 40 du décret du 2 mai 2014 susvisé, statuer dans un délai de 3 mois à compter du jour de réception du dossier d'enquête transmis par le commissaire enquêteur, soit avant le 24 mars 2015 ;

CONSIDÉRANT qu'en cas d'impossibilité de statuer dans ce délai, le préfet, conformément aux dispositions de ce même article, fixe un nouveau délai par arrêté motivé, après accord du pétitionnaire ;

CONSIDÉRANT que les modalités de stockage des digestats constituent un sujet techniquement sensible du dossier, et que des échanges complémentaires sont nécessaires pour définir les mesures adaptées de prévention des nuisances,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture ;

ARRETE

ARTICLE 1 – Sursis à statuer

Le délai de signature de l'arrêté préfectoral statuant sur la demande d'autorisation susvisée, est prorogé de 3 mois, soit jusqu'au 24 juin 2015.

ARTICLE 2 - Notification

Le présent arrêté sera notifié à la Société DOLE BIOGAZ.

ARTICLE 3 - Information et ampliation

M. le Secrétaire Général de la Préfecture du JURA, M. le Maire de la commune de BREVANS ainsi que M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie conforme sera également adressée à :

- M. le Maire de BREVANS ;
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté à Besançon ;
- M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Franche-Comté – Unité Territoriale du Jura.

Fait à Lons le Saunier, le 10 AVR. 2015

Le Préfet

Jacques QUASTANA